



Monsieur le Directeur Académique,

La démission du gouvernement de Manuel Valls nommé il y a cinq mois, suite à l'apparition de désaccords politiques importants, entraîne la nomination d'un troisième ministre de l'Education nationale alors que la première qualité pour diriger ce ministère reste la constance. L'espoir levé par les grandes ambitions de la Refondation ne cesse d'être malmené.

Comment donner sens à la priorité présidentielle faite à l'Ecole dans de telles conditions ?

Ce nouveau remaniement conduit encore à du temps perdu pour la refondation de l'Ecole. Les promesses pour le collège et le lycée, faites aux professionnels de l'Education, aux parents, et aux élèves sont aussi à concrétiser. L'Ecole ne peut plus attendre, elle ne peut plus souffrir du temps politique toujours asynchrone.

En 5 mois, Benoît Hamon qui se voulait un usineur des réformes engendrées par la loi d'orientation aura surtout été un démineur comme on l'a vu avec son décret sur les rythmes ou encore son habile recul sur l'ABCD de l'égalité. Pour le reste, il aura poursuivi le travail engagé par son prédécesseur sur les dossiers corpo comme sur les questions plus éducatives. La seule initiative qu'il aura su prendre dans ce laps de temps est celle qui concerne l'évaluation des élèves, un vrai sujet en effet, à traiter en même temps que la Refondation, le travail sur le socle et les programmes.

La nouvelle ministre devra donc donner d'importantes garanties : sur les moyens avec le maintien de la création des 60 000 postes prévus, mais aussi sur le plan pédagogique.

Les lycéens, les personnels de l'Education, les parents attendent depuis déjà deux ans, les changements nécessaires. Il est urgent que certains dossiers soient traités et achevés, comme l'acte II de la vie lycéenne, les rythmes scolaires et le calendrier annuel...

D'autres dossiers sont encore à ouvrir pour refonder profondément l'Ecole.

Au SE-UNSA nous exigeons la reprise d'une Refondation tant attendue et indispensable. A mi-mandat, la poursuite d'une priorité présidentielle à l'Education n'aura de réalité qu'avec de la cohérence et de la constance.

En effet, même si beaucoup de dossiers concrets ont été ouverts, sont en cours de traitement et marquent de réels progrès par rapport à la situation antérieure, les personnels ne perçoivent toujours pas d'évolutions notables dans ce que devrait être la refondation de leur métier. Ils se perçoivent toujours comme mal aimés, non reconnus dans leur professionnalité et sous la coupe d'une hiérarchie trop omniprésente et envahissante. C'est ce que montre très clairement l'enquête que nous avons conduite auprès de la profession au cours des 6 derniers mois.

Notre enquête est précise : elle démontre que les enseignants et personnels d'éducation sont des professionnels dynamiques, investis dans leurs missions et mobilisés par leur métier. En revanche, la représentation sociale de leur métier, l'absence de reconnaissance à la fois financière et sociétale, vécue comme un déclassement, et un cadre professionnel trop rigide pèsent lourdement sur l'exercice de ce métier qu'ils aiment et qui impacte de façon lourde leur vie personnelle.

Au-delà des questions techniques de chaque rentrée, c'est ce décalage persistant entre une profession qui a envie de faire, qui est dynamique, préoccupée par les progrès de ses élèves et une réponse politique toujours inexistante qui est pour le SE-UNSA, le fait marquant de cette rentrée.

C'est la conception même du métier d'enseignant qui est en jeu. Une conception qui doit laisser place à plus de liberté, d'autonomie, de libre arbitre et de confiance de la part de l'institution et qui doit aussi faire de réels progrès en matière de GRH.

Pour le SE-UNSA
Céline Gravellier
Cathy Gaudin
Marianne Favier
Anne-marie Gonzalez